ONU CONGO FLASH

N°103 Mars - Avril 2023

NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO

Bulletin d'information sur les activités du Système des Nations Unies en République du Congo

Les innovations congolaises ont fait l'objet d'une exposition

Le 21 avril 2023, une centaine d'innovateurs congolais s'est réunie pour exposer leurs œuvres dans l'enceinte de l'Hôtel de la Préfecture de Brazzaville.

Cette journée a été organisée conjointement avec le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Technologique et le Programme des Nations Unies pour le développement en République du Congo. Un moment de convivialité, d'échanges entre les innovateurs, le secteur privé et la population qui a intervenue en marge des activités de la célébration de la Journée Mondiale sur la créativité et de l'innovation.

Cette rencontre organisée dans le cadre de la Journée portes ouvertes de l'innovation a été une opportunité en termes de visibilité et de vulgarisation de toutes les réalisations du Laboratoire d'Accélération-PNUD depuis son lancement en République du Congo. Elle a permis de mettre à la disposition du plus grand nombre les différentes innovations congolaises afin de susciter l'adhésion et d'explorer de possibilités de partenariats.

Au cours de cette journée plusieurs résultats du PNUD en matière d'identification et d'accompagnement des jeunes innovateurs ont été présentés. Il s'agit entre autres de la craie « Ekomeli » du Biocharbon, de l'Allume feu, de Keba na gaz, de Botama elamu, de l'Agribuss, de la plante pile, de la couveuse d'œufs et des engins motorisés mécaniques et informatique.

La couveuse d'œufs qui abrite jusqu'à 1000 œufs, est une machine qui va alléger le travail des éleveurs tout en répondant à la demande croissante alimentaire de la population. Celle-ci respecte le circuit de couvaison de 21 jours de la poule et a pour particularité de fonctionner avec le courant alternative mais aussi les panneaux voltaïques.

L'allume feu qui est un combustible non toxique est fait à base de copeau et de mèches de réchaud à pétrole. Cette invention est une réelle opportunité pour les mamans qui utilisent du charbon ou du bois pour la cuisson des aliments.

Botama elamu qui est un appareil de détection des contractions utérines pour les femmes enceintes donne une alerte quatre heures avant que la femme enceinte ne perde les eaux et deux semaines avant son accouchement.

L'agribuss quant à lui est une invention qui a pour objectif de booster l'agriculture grâce à un mécanisme automatique d'arrosage. Il a un système de détection du Potentiel hydrogène (Ph), de l'humidité, de température et de désinfection des cultures agricoles.

La plante pile est une invention qui produit de l'électricité à base des plantes. Un total de trois plantes peut électrifier une maison d'une grande famille. En effet, chaque plante génère six volts (6V). Et grâce à un convertisseur le voltage monte en série pour obtenir douze volts (12V). La conversion du courant continu en courant alternatif, permet d'alimenter un post téléviseur et même un congélateur.

Au cours de ce rendez-vous, la sensibilisation des parties prenantes et du grand public a été également au rendez-vous. Elle s'est faite à travers des messages clairs et pertinents sur les enjeux et les contributions du AccLab du PNUD Congo en matière de développement, en vue de susciter davantage leur accompagnement et élargir les partenariats.

Explorer davantage les cadres favorables à l'accélération des approches et solutions locales de développement, afin de répondre aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux, placer l'innovation au centre des efforts du développement du Congo, ont été les propos du Représentant Résident du PNUD.

Au total, 275 projets individuels ont été identifiés et des travaux d'exploration et d'expérimentations ont été conduits sur des soutions à fort potentiel dans les domaines des énergies renouvelables, la gestion des déchets solides et le développement des plateformes de vente en ligne des produits de premières nécessités grâce à l'appui du PNUD à travers son Laboratoire d'accélération. « Cet appui nous est précieux, car il a permis de transformer la vie de bon nombre de congolais » a fait savoir Madame Delphine Edith Emmanuel, Ministre en charge de l'innovation technologique.

L'organisation de cette journée portes ouvertes a ainsi constitué une opportunité pour les startups en quette d'appui multiforme et de partage d'expériences pour les projets innovants ayant bénéficié de l'accompagnement du PNUD. Toutes ces initiatives montrent qu'il existe un fort potentiel en matière d'innovation au Congo, il ne reste plus qu'à mettre en place un cadre favorable au développement de ces initiatives pour faire face aux défis comme la diversification de l'économie, la lutte contre les chômages des jeunes et la gestion des déchets dans les agglomérations. Le PNUD à travers son AccLAB se projette dans l'avenir de continuer à créer de nouveaux partenariats et à renforcer les partenariats existants dans le pays et au niveau international pour poursuivre à identifier et accompagner ces initiatives grâce à un apprentissage plus rapide et à des tests axés sur l'expérimentation./-

Contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale

Josline, réfugiée rwandaise, est étudiante en première année de master en santé publique à l'université Marien Ngouabi de Brazzaville. Elle a dû surmonter bien des épreuves avant et pendant ses études. Perdant sa mère en 2013, elle s'est occupée de son père gravement malade, puis de ses frères et sœurs après le décès de ce dernier en 2017. Elle en fut profondément affectée, échouant alors au baccalauréat cette année-là.

Grâce à sa résilience, Josline l'a obtenu l'année suivante et s'est inscrite à la faculté des sciences et de la santé de Brazzaville. Tout le monde lui disait qu'elle ne réussirait pas et que les études étaient réservées aux étudiants congolais privilégiés. Malgré ces difficultés et les nuits blanches, elle a réussi à obtenir sa licence en santé maternelle et infantile en 2021. En plus de son master, l'étudiante effectue actuellement un stage dans un hôpital privé pour se spécialiser en santé maternelle et néonatale. « Cette soif de connaissances m'a permis de relever de nouveaux défis et de sortir de ma zone de confort ». Elle souhaite contribuer à la recherche sur la mortalité maternelle et néonatale en Afrique en apportant des solutions efficaces et durables. Un bel exemple d'intégration à l'œuvre et de la générosité du Congo qui inclut dans ses cursus les élèves et étudiants réfugiés au même titre que les nationaux.

Trois nouveaux partenaires de mise en œuvre à partir du mois d'avril

Le 29 mars, le HCR a signé trois nouveaux accords de partenariat pour la mise en œuvre de ses activités entre avril et décembre 2023. Les ONG nationales Association des Professionnels de la Protection de l'Enfance (APPE) pour la protection, Commission d'Entraide pour les Migrants et les Réfugiés (CEMIR) pour la logistique et Médecins d'Afrique (MDA) pour la santé sont ces trois nouveaux partenaires du HCR. Elles ont été choisies pour leur implantation au niveau départemental en vue de favoriser l'intégration locale des réfugiés, selon la politique de la République du Congo soutenue par le HCR.

Les bureaux de Brazzaville, Gamboma (Plateaux) et Bétou (Likouala) ont facilité la transition entre partenaires sortants et entrants, en coordination avec les autorités et les réfugiés. Le HCR a notamment mené de nombreuses sessions d'information et de sensibilisation auprès des réfugiés pour leur exposer la nouvelle stratégie d'inclusion dans le système national de santé. L'installation des partenaires s'est poursuivie durant le mois d'avril dans un esprit de collaboration et d'efficacité.

Le HCR compte sur ces nouveaux partenariats pour renforcer l'intégration des réfugiés au plus proche des populations locales./-

Bilan de la troisième année d'implémentation de l'UNDAF

Brazzaville, le 31 mars 2023 – Les principales réalisations du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNDAF 2020-2024) seront examinées au cours de la réunion du comité de pilotage co-présidé par Mme Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Congo, le 3 avril 2023 à Brazzaville en présence des Chefs d'agences des Nations Unies, des partenaires au développement et des membres des organisations de la société civile.

Le principal objectif de cette réunion est de présenter les principales réalisations de l'UNDAF de l'année 2022 et les priorités pour l'année 2023.

Plus spécifiquement, il s'agit de faire le bilan de la troisième année d'implémentation de l'UNDAF soit l'année 2022, présenter les principales activités prévues pour 2023 et alignées aux priorités nationales et procéder à la signature des Plans de travail biannuels (PTB 2023-2024).

Le budget total dépensé en 2022 pour la mise en œuvre de l'UNDAF est d'environ 43 millions de dollars américains, soit un peu plus de 25 milliards de Francs CFA.

L'UNDAF révisé a été élaboré dans le cadre d'un processus hautement participatif et inclusif, comprenant des consultations avec les entités gouvernementales, la société civile, le monde universitaire, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, entre juillet 2022 et janvier 2023. C'est un cadre stratégique de résultats à moyen terme qui décrit la vision et la réponse collectives du Système des Nations Unies aux priorités et résultats nationaux de développement sur la base des principes de programmation normatifs.

L'UNDAF révisé est pleinement aligné aux priorités nationales exprimées dans le PND 2022-2026 à travers les six piliers qui visent à « bâtir une économie forte, diversifiée et résiliente », et par l'entremise des domaines d'accompagnement en matière de bonne gouvernance, du développement du capital humain, de la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité politique, l'attrait des investissements privés et la protection de l'environnement.

Pour soutenir le Gouvernement du Congo dans la réalisation de ses priorités économiques et autres priorités de développement, le financement de la mise en œuvre de l'UNDAF révisé sera assuré par les ressources régulières et les ressources mobilisées par les agences ainsi que par la contribution financière du gouvernement. Le budget global de l'UNDAF révisé est évalué à 101 560 152 USD dont 38 170 346 USD (soit 37,6%) de ressources disponibles et 63 389 806 USD (environ 62,4%) de ressources à mobiliser./-

Vulgarisation de la loi Mouebara

Dans le cadre de la journée internationale de la femme (8 mars 2023), la loi Mouebara sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles était au cœur de diverses sessions d'information et de sensibilisation.

A Owando, dans le département de la Cuvette, UNFPA a apporté son appui à cette activité, le 5 mars, en présence de Mme Ines Nefer Ingani, Ministre de la promotion de la femme, de l'intégration de la femme au développement et de l'économie informelle et de Mme Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale. A Brazzaville, le Centre d'Information des Nations Unies a organisé une causerie-débat sur le même sujet. Environ cent étudiants ont participé à l'événement animé par Mme Virgine Ndessabeka, Directrice Générale du Centre de Recherche, de l'Information et de la Documentation sur la Femme. /-

…

Pour la sécurité des enfants en ligne

UNICEF Congo Brazza était au Salon Osiane le 26 avril, sur invitation de Enf'neuriat pour un panel d'échanges et de propositions pour la sécurité des enfants en ligne.

Voici quelques points qui ont été discutés:

- La sensibilisation et la formation des parents et des enfants ;
- La mise en place de filtres de sécurité sur les appareils électroniques ;
- La mise en place d'un cadre réglementaire pour la protection des enfants en ligne.
- Le renforcement d'un travail conjoint et la collaboration intersectorielle entre la justice et la protection sociale secteurs clés.
- Le développement de codes de conduite et de systèmes d'autorégulation qui offrent un mécanisme de sécurité des enfants en ligne à travers lequel les entreprises peuvent exprimer et respecter les normes des droits de l'homme en adoptant de bonnes pratiques volontaires et non contraignantes.

Partage d'expérience sur l'Hygiène Menstruelle

Célébration haute en couleurs samedi 27 mai de la Journée Mondiale de l'Hygiène Menstruelle, en présence des partenaires FAWE Congo, AVSI, U.S. Department of Agriculture, le Ministère de l'Education Préscolaire, Primaire et de l'Alphabétisation.

150 adolescents venus de Pointe-Noire, Brazzaville, Pool, Bouenza et des Plateaux ont passé une journée riche autour du sujet des règles, au programme: panel, témoignages et travaux en ateliers./-

Le Premier Ministre visite l'exposition sur le génie créateur

Le Bureau de l'UNESCO à Brazzaville a organisé, du 27 au 28 mars 2023, l'Exposition sur les peintures intergénérationnelles des artistes formés à l'École de Peinture de Poto-Poto, à l'occasion Conférence des Ministres des Sports et de la Jeunesse des pays francophones.

L'Exposition, intitulée, « Ecole de peinture de poto-poto, l'intemporalité du génie créateur », a reçu la visite du Premier Ministre du Gouvernement Congolais, de la Secrétaire Générale de l'OIF, des membres du Gouvernement congolais, et plus de 40 ministres en charge de la Jeunesse et des Sports des pays francophones.

Placée sous le double parrainage du Ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Education Civique, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, ainsi, que de la Ministre de l'Industrie Culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs, cette exposition avait pour objectif de mettre en lumière les talents de l'Ecole de peinture de Poto-Poto (EPPP), depuis son établissement en 1951.

Considérée comme la première école de peinture en Afrique noire, L'EPPP participe depuis plusieurs décennies à la promotion des industries culturelles et créatives du Congo et, sert de référence pour les maîtres et apprenants qui y évoluent, et dont les toiles ont paru dans les plus grandes galeries internationales.

Le Bureau de l'UNESCO à Brazzaville renouvelle aux parties prenantes, toute sa gratitude pour leur disponibilité et leurs contributions variées à la réussite de cet évènement./-

Pour l'inscription du domaine royal de Mbé au patrimoine mondiale

Une mission de terrain a pris part du 23 au 26 février 2023 à Mbé, pour la visite et la relance officielle du dossier d'inscription du Domaine Royal de Mbé sur la Liste du patrimoine mondial. Ce domaine, figurant dans la liste indicative du Congo depuis 2008, avait été visité par la par la Ministre de l'Industrie Culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (qui représentait le bureau de l'UNESCO à Brazzaville), en présence du Roi Makoko, Monsieur Michel Ganari, et des Représentants de la Cour Royale.

Cette mission s'ancre dans la continuité d'une mission effectuée à Mbé du 29 avril au 3 mai 2022 par le bureau de l'UNESCO à Brazzaville, CRAterre, et le gouvernement congolais, qui avait permis de faire le point sur l'état de conservation du site et de documenter la valeur exceptionnelle de ce domaine.

Au ressort de la mission réalisée en mai par le Bureau de l'UNESCO et ses partenaires, une proposition technique et financière avait été élaborée par CRAterre, définissant un plan d'action concret pour la mobilisation de l'assistance internationale, et la gestion de ce domaine, en vue de finaliser la proposition d'inscription du Domaine royal de Mbé sur la Liste du patrimoine mondial./-

Visite d'étude au Brésil et échange d'expériences

Du 10 au 14 avril 2023, le Centre d'excellence contre la faim du Programme Alimentaire Mondial au Brésil et les autorités brésiliennes ont accueilli une délégation congolaise pour une visite sur le programme brésilien d'alimentation scolaire. Conduite par le Ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH) et composée de représentants des Ministères en charge de l'Education, de l'Agriculture, des Affaires Sociales et du Plan, la délégation a échangé avec les autorités brésiliennes sur les politiques sociales essentielles pour sauver et changer les vies, telles que celles qui définissent les contours du programme brésilien d'alimentation scolaire qui touche plus de 40 millions d'élèves et qui a un lien fort avec la production agricole locale.

Le programme a également inclus des visites sur le terrain dans une coopérative de petits exploitants agricoles et dans des écoles rurales et urbaines. Les représentants congolais ont ainsi pu découvrir la mise en pratique de l'obligation de s'approvisionner auprès d'agriculteurs familiaux locaux, le lien entre les programmes d'alimentation scolaire et les autres programmes de développement rural, ainsi que l'importance de la société civile et de l'approche multisectorielle dans la réussite de ces programmes.

"Comme nous l'avons vu au Brésil, et en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'Enseignement et du Ministère du plan, nous travaillerons avec les agriculteurs locaux pour intégrer leur production dans le système d'alimentation scolaire", a déclaré Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, Ministre du MASSAH en République du Congo.

L'alimentation scolaire a été réintroduite en République du Congo au début des années 2000 dans le but de ramener les enfants à l'école suite aux conflits armés que le pays avait traversés. Plus tard, elle s'est élargie pour permettre aux enfants issus des familles vulnérables des zones rurales d'accéder à l'éducation et de recevoir des repas nutritifs et équilibrés en vue de leur développement mental, intellectuel et physique. A ce jour, les programmes d'alimentation scolaire sont appuyés par divers partenaires du Gouvernement congolais, notamment le PAM qui intervient dans 10 départements du pays. En 2022, plus de 173 000 élèves, ont reçu un repas chaud. Cette intervention du PAM vient en appui à la Politique Nationale d'Alimentation Scolaire approuvée en 2019 qui a pour objectif de fournir à tous les enfants inscrits dans toutes les écoles de l'enseignement de base, une alimentation saine, équilibrée, durable, de bonne qualité et à base de produits locaux, d'ici 2030./-

Capitalisation du projet ProManioc

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, dans les départements de la Bouenza et du Pool, le projet "ProManioc" – Renforcement de la chaine de valeur artisanale du manioc et résilience alimentaire en République du Congo – est arrivé à son terme en mai 2023.

Le 27 avril, le PAM a organisé un atelier de capitalisation avec les différentes parties prenantes du projet : les représentants des ministères sectoriels aux niveaux central et local, la société civile, les instituts de recherche, la Délégation de l'Union européenne en République du Congo et les producteurs-transformateurs et artisans ayant bénéficié du projet. L'atelier a permis de présenter les résultats du projet "ProManioc", de relever les éléments ayant bien fonctionné afin de les consolider et d'identifier les points faibles et les insuffisances, en vue de formuler des recommandations concrètes pour de futurs projets aux contextes similaires.

Démarré en septembre 2020, le "ProManioc" a été conçu dans le sillage de la crise sanitaire qui avait mis en avant la fragilité des chaines d'approvisionnement nationales et la nécessité de renforcer les filières vivrières locales. Sur la période de mise en œuvre, 630 producteurs-transformateurs (dont 63% de femmes) ont été structurés en groupements, équipés et formés à la transformation du manioc en produits dérivés à plus haute valeur ajoutée, tel que le gari, l'attiéké, le tapioca ou l'amidon. 86 artisans-soudeurs ont été formés à la fabrication d'équipements de transformation. Ces bénéficiaires ont été mis en relation avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur et le grand public par le biais de foires agricoles et expositions artisanales. Un livre de recettes a également été produit (à consulter ici : Mon livre de recettes à base de manioc) pour sensibiliser le grand public à l'utilisation de ces dérivés du manioc, qui ont par ailleurs été introduit dans les menus des cantines scolaires assistées par le PAM dans plus de 60 écoles de la Bouenza et du Pool./-

Promouvoir les investissements agricoles au Congo

Le Jeudi 25 mai 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le ministère de l'Agriculture, l'Élevage et de la Pêche (MAEP) ont organisé conjointement un atelier à Brazzaville pour le lancement de l'initiative "Main dans la main" (MdM) et du projet d'appui au renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la chaîne de valeur du manioc dans les zones agricoles protégées (ZAP) inscrit dans l'initiative "One Country, One Priority Product" (projet OCOP). Cet événement a été l'occasion de présenter les grandes lignes et de poser les bases pour une appropriation efficace du concept de l'Initiative MdM.

L'initiative "Main dans la main" (MdM) a pour objectif d'accélérer la transformation structurelle de l'agriculture et le développement rural durable en vue d'éliminer la pauvreté (ODD 1), la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2), et de contribuer à l'atteinte des autres objectifs de développement durable. Le programme assurera l'approfondissement des études de faisabilité économique des quatre filières retenues par HiHi - Congo, à savoir i) le développement de la production de la farine de manioc, ii) la production de soja et de maïs pour l'alimentation animale et humaine, iii) le développement de l'élevage de volailles, et iv) la valorisation intégrée des ressources en eau pour l'agriculture, l'élevage et la pisciculture.

Le projet OCOP, quant à lui, vise le développement et l'optimisation de la production de la filière manioc. La FAO et le MAEP sont convaincus que ce projet contribuera à améliorer la sécurité alimentaire du pays et aura un impact positif durable sur les moyens d'existence des populations locales.

L'atelier a été l'occasion de procéder à la présentation et à la signature du projet OCOP et de procéder à la remise officielle des ouvrages du SVIRE-C. L'implication inclusive de tous les acteurs concernés et parties prenantes permettra au gouvernement et à la FAO de concrétiser cette initiative. Selon Mme Rasoarimanana, représentante de la FAO, cette initiative « contribue à la mise en œuvre de programmes nationaux ambitieux qui, grâce à des modélisations géospatiales et analyses socioéconomiques avancées, ainsi qu'à une approche robuste de renforcement des partenariats, visent à accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires en s'appuyant sur les marchés et à éradiquer la pauvreté, éliminer la faim et réduire les inégalités ».

L'atelier s'est tenu en présence de M. Paul Valentin Ngobo, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, de Mme Yannick Ariane Rasoarimanana, Représentante de la FAO ainsi que de divers membres d'organisations de la société civile, des secteurs public et privé, des partenaires techniques et financiers et des investisseurs potentiels nationaux et internationaux./-

En mémoire des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique

A l'occasion de la journée internationale en mémoire des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique (25 mars), environ 1000 lycéens ont visité l'exposition intitulée « Dix histoires vraies de l'esclavage colonial hollandais » organisée par le Centre d'Information des Nations Unies (UNIC) à Brazzaville. Le vernissage a eu lieu présence du Directeur de cabinet au Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs. Cette journée procède du programme d'action éducative sur la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage, instituée par la résolution 62/122 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce programme est destiné à mobiliser notamment les établissements d'enseignement et la société civile vis-à-vis de la question du souvenir de la traite transatlantique des esclaves et de l'esclavage, afin qu'ils fassent bien connaître aux générations futures les causes, les conséquences et les enseignements de la traite transatlantique des esclaves, ainsi que les dangers du racisme et des préjugés./-

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ENSEMBLE POUR LES ODD

Ce bulletin d'information est un produit du Groupe Communication, réalisé par le Centre d'Information des Nations Unies (UNIC Brazzaville) sous la supervision du Coordonnateur Résident des Nations Unies.

congo.un.org/fr
https://twitter.com/UN_Congo
https://www.facebook.com/UNRepduCongo
Tél: (242) 06 661 20 68 - B. P.: 13 210